

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

50

50 place Zeus BP 9531
34000 Montpellier

Références : UD34/LB/H2/2026_024

Code AIOT : 0018300716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE implanté 2549 avenue de Maurin 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un départ de feu sur le centre de tri de collecte sélective DEMETER s'est déroulé le mercredi 04 février 2026 à 16h24. L'inspection vise à constater que les dispositions techniques relatives à maîtrise du risque incendie sont mises en place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE
- 2549 avenue de Maurin 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0018300716
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de tri DEMETER implanté à Montpellier est une installation de transit, regroupement et tri de déchets ménagers recyclables exploitée par Montpellier Méditerranée Métropole et transmis en gestion à la Société Veolia. L'encadrement réglementaire de l'exploitation est assuré par :

- l'arrêté préfectoral portant enregistrement n°2018-I-1469 du 21 décembre 2018 ;
- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, de regroupement, de tri ou de préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2716.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III-A	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III-B	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité aux dispositions réglementaires relatives à la détection incendie, la surveillance ainsi qu'aux rondes mises en place au sein du site de DEMETER.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.[....]</p>

[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'exploitant informe l'inspection que les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie. Il précise que ce dispositif déclenche une pré-alerte interne au sein du site. Cinq personnes sont désignées et formées pour assurer l'astreinte incendie au sein du site en vue du déclenchement des opérations en cas de nécessité. Les cinq personnes d'astreinte sont présentes du lundi au vendredi jusqu'à la fermeture du site qui est prévue à deux heures du matin. L'exploitant fait part à l'inspection que le samedi et les jours fériés, un gardien formé aux risques incendie de la société CHALANCIN est déployé sur le site afin d'assurer une continuité de l'astreinte.

Pour ce qui concerne le dimanche, l'exploitant indique que personne n'est présent dans l'établissement et que le dispositif d'alerte est redirigé automatiquement vers l'entreprise de télétransmission SCUTUM.

L'exploitant informe l'inspection que l'installation est dotée, au droit de la zone de déchets, d'un système d'extinction automatique de type sprinkler ainsi que de quatre détecteurs de flammes de type triple IR. L'exploitant transmet à l'inspection les rapports annuels de contrôle de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Le contrôle et la vérification des quatre détecteurs ainsi que du système d'extinction automatique de type sprinkler ont été effectués respectivement le 20 juin 2025 et le 07 novembre 2025 par la société UXELLO.

L'inspection relève que la société DESAUTEL Protection Incendie a procédé à la vérification des extincteurs installés sur le site les 28 et 29 juillet 2025, la société UXELLO a vérifié les robinets d'incendie armés (RIA) du site le 07 mai 2025. L'exploitant mentionne à l'inspection le remplacement de deux RIA défectueux qui ont été remplacés et installés par la société UXELLO. L'exploitant transmet à l'inspection les deux attestations de la société UXELLO justifiant le remplacement des deux RIA. Sur site, l'inspection relève la mise en place d'extincteurs et de RIA installés au droit de plusieurs locaux et zones de réception de déchets. Sur ces appareils, figure la date de juillet 2025 inscrite sur les étiquettes de passage du vérificateur relative à leur maintenance annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III-A

Thème(s) : Risques accidentels, Rondes

Prescription contrôlée :

A - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

- Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site,
- Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et

traitements sont effectués.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que cinq agents sur le site sont formés pour effectuer des rondes sur les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables. L'exploitant fait part à l'inspection des horaires d'ouverture et de fermeture du site comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du lundi au vendredi, de 5h à 2h00 du matin, - Le samedi de 5h à 19h00, - Le dimanche, site fermé. <p>Ce dernier précise à l'inspection que le dernier camion contenant les déchets à décharger arrive sur le site un peu avant minuit. Une ronde est effectuée chaque soir en semaine à 1H45 par l'agent d'astreinte, soit 15 minutes avant la fermeture du site.</p> <p>Pour ce qui concerne le samedi, le dernier camion arrive sur le site à 17h00 et la ronde s'effectue à 18H45. L'exploitant indique à l'inspection que le dimanche le site est fermé et aucune réception de déchets ne s'effectue.</p> <p>L'exploitant mentionne à l'inspection qu'après la fermeture du site, aucun employé ne se trouve sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III-B
Thème(s) : Risques chroniques, Rondes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" B- L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. "
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant mentionne à l'inspection que l'organisation des rondes et les consignes afférentes sont contenues dans une application "PRESURE" via les téléphones portables.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection l'application sus-mentionnée dans laquelle est définie la tournée à effectuer par l'agent d'astreinte, indiquant le parcours des zones à vérifier, les différents points d'observation, le contrôle des stocks, etc.</p> <p>Sur cette application figurent également les matériels de lutte contre l'incendie, tels que les extincteurs et les robinets d'incendie armés (RIA).</p> <p>Ce dernier informe l'inspection que les actions qui ont été prises sur le site, visant à éviter tout départ de feu, consistent à minimiser les stocks de déchets présents sur le site et à scinder la zone de stock de déchets combustibles ou inflammables en deux zones distinctes au lieu d'une, initialement aménagée dans l'enceinte du bâtiment ouvert dédié à la réception de déchets.</p> <p>L'inspection constate que le stockage de déchets entrants est scindé en deux parties, une partie à</p>

gauche et une partie à droite du bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite